

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DIRMED-24-018 du 21 mai 2024)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Direction Interdépartementale des routes de la Méditerranée

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par arrêté préfectoral du 08 août 2024 portant délégation de signature pour l'exercice des attributions du Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Objet du marché

Travaux de Protection contre les Chutes de Blocs

Le présent CCAP comporte 1 annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	21
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	27
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	28
ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	29
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX....	31
ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	36
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	38
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	39
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	39

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent les travaux de sécurisation et de confortement rocheux contre les chutes de blocs consécutifs à des éboulements rocheux ou à l'identification de risques jugés sérieux ou imminents pour la sécurité des usagers du réseau routier national (RRN) de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED).

Ces travaux comprennent aussi bien des ouvrages neufs que des réparations et entretien des dispositifs existants. Les ouvrages neufs pourront être réalisés aussi bien dans le cadre d'une intervention de petite ampleur (par exemple, grillages sur talus routiers, écrans pare-blocs de petite taille) que d'une opération d'ampleur bien plus importante (sécurisation de versants éloignés et d'accès difficile, écrans pare-blocs imposants, etc).

Ces travaux font appel à des techniques alpines et acrobatiques.

Les travaux auront pour objet de protéger, ou d'intervenir sur les protections déjà existantes, des voies exploitées par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée dans les départements suivants :

- Lot 1 : départements 30, 34 et 48 du District Rhône Cévennes (DRC - RN106 notamment) ;
- Lot 1 : département 13 du District Urbain (DU – RN 296, A7, A51 et A55 notamment) ;
- Lot 2 : départements 04 et 05 du District des Alpes du Sud (DADS - RN85, 202 et 94).

Les travaux pourront avoir lieu à proximité directe des voies exploitées par la DIRMED, ou en être plus éloignés afin de se rapprocher de l'aléa. Des travaux pourront ainsi être effectués à proximité d'autres voies à proximité du RRN (départementales, voies ferrées etc) ou directement sur des versants déportés.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes, validés par le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée ou, selon leur montant, par une autre personne du service par délégation de signature procurée par l'arrêté de subdélégation en vigueur à la date de notification du bon de commande.

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 12 h, par courrier électronique ou par la plate-forme des achats de l'État (PLACE – <https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande ou un ordre de service prévoit une date différente.

Chaque bon de commande précise :

- la référence du marché ;
- le détail estimatif des prestations commandées et leur quantités, par exemple sous forme d'un devis ;
- le montant de la commande hors taxe, et/ou le montant TTC ;
- le délai d'exécution de la commande ou la date limite de livraison.

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin en travaux est alloti, les prestations portent sur 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	District Rhône Cévennes (DRC) et District Urbain (DU)
Lot 2	District des Alpes du Sud (DADS)

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la DIRMED. Cette mission pourra toutefois être déléguée par la DIRMED, pour tout ou partie, à un prestataire extérieur.

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Un Coordinateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs sera désigné pour les travaux qui le nécessitent, désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8. Autres intervenants :

- Les CEI (Centres d'entretien et d'intervention) concernés par les secteurs géographiques des lots.
- Le prestataire désigné par le maître de l'Ouvrage pour assurer le contrôle des études d'exécution et le contrôle extérieur des travaux ;
- Le prestataire désigné par le maître de l'Ouvrage pour assurer le contrôle topographique.

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage (RMO)

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est la DIRMED. Pour chaque bon de commande, la personne de la DIRMED ayant validé la commande assumera les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 12.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 13.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 13.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 13.4.4)

- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2).

1-3.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, par messagerie électronique ou préférentiellement via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement.

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

1-4-2 Sites sensibles

Sans objet.

1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur

rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

En matière de garanties dommage corporels sur un marché de travaux, les plafonds de garantie des assureurs par sinistre vont usuellement de 3,5 M€ à 7,5 M€ en fonction de l'importance de la société contractante. En matière de garanties dommage matériels et immatériels sur un marché de travaux, les plafonds de garantie des assureurs par sinistre sont usuellement d'environ 900 000 €. En matière d'assurance responsabilité civile décennale (RCD) sur un marché de travaux, les plafonds minimums de garantie par sinistre à prévoir sont de 10 M€ pour les lots de gros œuvre et de 6 M€ pour les autres lots. Cette garantie comprend obligatoirement :

- garantie effondrement avant réception ;
- la RCD y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- les garanties dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la RCD du titulaire.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

L'attention du titulaire est attirée sur la forte probabilité d'avoir à intervenir à proximité directe d'habitats d'espèces protégées, ce qui engendre nécessairement l'adaptation des procédures de travail . Le titulaire sera amené à travailler sous couvert d'arrêtés préfectoraux portant dérogation à l'interdiction de détruire, de perturber, et d'altérer les habitats d'espèce protégés, ainsi que sous le contrôle d'écologues mandatés par le maître d'ouvrage. Le titulaire devra respecter les contraintes environnementales afférentes, qu'elles soient liées à la méthodologie de travail, ou au planning.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, dans les cas où il s'agit de deux entités différentes, seront formalisées par ordre de service.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Les bons de commande ;
- L'offre technique du titulaire ;

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le mémoire technique du titulaire joint à son offre en sa dernière version constitue un engagement de sa part dont le maître d'ouvrage pourra exiger le strict respect sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait prévus.

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et aux pièces du marché ;
- En tenant compte des sujétions d'exécution particulière suivante assurer la protection et le fonctionnement des réseaux existants ;
- En tenant compte du piquetage général et spécial ;
- En tenant compte des intempéries et autres phénomènes naturels.
- L'exécution des ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation des travaux, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix, est à la charge de l'entrepreneur (voie d'accès, piste de chantier, accès riverains, rétablissement des écoulements naturels, etc.)
- Obligation à l'entrepreneur de tenir propre en permanence les chaussées des voies ouvertes à la circulation publique et l'exploitation, la surveillance, la maintenance durant toute la durée du chantier du balisage et de la signalisation temporaire;
- Tous les contrôles, à l'exception de ceux mentionnés clairement dans le marché « à la charge du maître d'ouvrage » sont à la charge de l'entrepreneur ;
- En tenant compte des dépenses liées à la participation aux réunions de chantier,
- Les dépenses liées à toutes prestations intellectuelles, tous rebuts, fournitures, transports, livraisons, main d'œuvre, ainsi que toutes les sujétions correspondant à l'obtention de la qualité des spécifications du présent marché. Aucune plus-value ne sera accordée si l'obtention des caractéristiques exigées impose la réalisation d'opérations non décrites au marché (les pièces écrites et les dossiers contractuels ne reproduisant pas les règlements généraux, normes, règles de l'art,... sur lesquels ils s'appuient) ;
- Toutes les sujétions correspondant aux frais liés aux opérations de vérification par l'entrepreneur de la qualité de son travail ;
- En tenant compte des dépenses liées au respect des mesures environnementales et notamment à la gestion des déchets et à la présence d'habitats d'espèce protégées. Toute pollution, ou non-respect des mesures environnementales définies par les services de l'État ou par l'écologue mandaté par le maître d'ouvrage, constatée du fait de l'entrepreneur, fera l'objet d'une interruption des travaux et sera traitée aux frais de l'entrepreneur ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'ouvrages au présent marché,
- Les dépenses liées aux renforcements et accessoires éventuels mis en œuvre et qui restent incorporés aux équipements et structures définitives pour répondre à certaines actions

provisoires ou tâches particulières liées aux processus d'exécution ou exigences de qualité ; dans ce cadre il ne sera pas tenu compte dans les paiements des suppléments de quantité pouvant résulter du choix de l'entrepreneur de se donner plus de commodité d'exécution ou de s'affranchir des difficultés d'exécution prévues ;

- Tous les frais résultant des modifications ou corrections ou mises au point des documents suite à des observations de la maîtrise d'œuvre en vue de leur visa, pour autant que celles ci ne modifient pas le contenu contractuel des prestations ;
- Les dépenses liées aux actions relevant des contrôles, vérifications, essais, épreuves, réglages... de l'entrepreneur ou transférées à sa charge et les moyens pour les effectuer, y compris pour les ouvrages provisoires et les matériels spéciaux ;
- Les dépenses liées aux facilités données par l'entrepreneur pour les contrôles extérieurs restant effectué par le maître d'œuvre sur le chantier, dans les usines, magasins et ateliers, chez les fournisseurs, tous lieux de fabrication d'éléments constitutifs de l'ouvrage. Celles-ci comprennent notamment la mise à disposition des moyens en matériels, personnels, énergies, des matériaux, produits, composants, elles comprennent également les prestations d'études et de travaux, éventuellement nécessaires.

Les prix sont établis en outre en tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- Établissement des états des lieux prévus à l'article 8-1 du présent CCAP, préalables au début des travaux ;
- Partage éventuel avec d'autres entreprises réalisant les travaux, des emprises réservées au stationnement des engins. Les aires d'installation des locaux de l'entreprise ainsi que ses aires d'assemblage et/ou de préfabrication seront d'usage exclusif à l'entreprise. Les diverses entreprises partageront les frais résultant du gardiennage, de l'entretien et de l'exploitation des emprises communes, au prorata de la surface utilisée par chacune d'elles ;
- Obligation de maintenir pendant toute la durée du chantier les branchements des abonnés aux réseaux divers ;
- Présence éventuelle de réseaux enterrés ou aériens sur le site des travaux ou à proximité notamment :
 - Conduites d'hydrocarbure
 - Lignes électriques M.T, H.T. gérées par Réseau Transport électricité (RTE) que les engins de chantier ne pourront croiser qu'après avoir obtenu l'accord de RTE, qui nécessitent le respect des gabarits en phase chantier imposés par RTE ;
 - Réseaux Cuivre ; Fibres optiques, énergie;
 - Réseaux d'eaux pluviales ;
 - Présence de forages privés de pompage dans la nappe phréatique à proximité du chantier ;
- Libre accès dans l'emprise du chantier . après contrôle par l'entreprise . aux personnels, véhicules et engins mandatés par les gestionnaires éventuels des divers ouvrages (Cours d'eau, lignes RTE, ...)
- Nettoyage des accès de chantier et de leurs abords ;
- Contraintes particulières d'accès au chantier ou lors du charroi des matériaux;
- Contraintes particulières des cheminements internes ;
- Implication de personnel d'encadrement du chantier en vue d'un accompagnement pédagogique de groupes invités par le maître d'ouvrage. Il est précisé que les visites de chantier organisées par l'entrepreneur sont à la charge exclusive de ce dernier ;
- Participation aux visites d'inspection commune préalables pendant les travaux avec les services de secours, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ;

- Rédaction des plans particuliers de sécurité et de protection de la Santé des travailleurs et ses additifs ;
- Respect des périodes hors chantier;
- Prise en compte des sujétions générales et contraintes qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des travaux extérieurs au présent marché.

Il est précisé que le maître d'ouvrage n'est pas responsable des travaux décidés par d'autres collectivités ou divers gestionnaires de réseaux ou d'ouvrages susceptibles d'affecter les conditions d'accès extérieures au chantier.

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
 - Nombre de jours de gel à -10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

Poste météorologique de référence : station METEO-FRANCE la plus proche du chantier considéré.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires.

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage : 11000201100044
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200013
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur à chaque notification d'un bon de commande

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des

approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois le mois précédent celui de la date de remise des offres.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence ***I*** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

Index	Désignation
TP01	Index général tous travaux
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP03a	Grands terrassements
TP03b	Travaux à l'explosif
TP04	Fondations et travaux géotechniques
TP13a	Charpentes et ouvrages d'art métalliques

Ces index sont publiés :

- Ces index ou indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
TP01	Les prix des séries 1, 3, 4 et 6 et le prix 2-1.
TP02	Les prix de la série 9.
TP03a	Les prix de la série 5-1.
TP03b	Les prix de la série 5-2.
TP04	Les prix de la série 7.
TP13a	Les prix des séries 8 et 10.

Les prix 2-2 à 2-4 sont des plus-values à appliquer aux autres prix de travaux. La révision de prix sera calculée sur cette plus-value en utilisant l'index de révision concernant le prix de travaux concerné par la plus-value.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, **autres que de dédit ou d'attente**.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci dessus.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

La révision des prix d'un bon de commande est effectuée à la date de l'acte prescrivant le commencement des prestations de la commande considérée avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix (m_0) ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un

délai de 15 jours pour la traiter.

- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOe. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement. Les délais d'exécution ou date limite de réalisation propres à chaque commande sont spécifiés sur chaque bon de commande.

4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Par dérogation au second alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur. L'arrêt des travaux devra faire l'objet d'un constat par le maître d'œuvre, sur la base duquel le délai d'exécution est prolongé par décision du maître d'ouvrage.

La prolongation du délai d'exécution d'un bon de commande est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés pendant lesquels les travaux ont été arrêtés, les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) de la période qui suit la date d'expiration initiale du bon de commande.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1000 €.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Des délais distincts pourront être définis pour certains bons de commande. Pour chacun de ces délais, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1000 €.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1000 €.

4-4.2. Documents fournis après exécution (DOE)

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €. Cette pénalité s'appliquera en cas de non-respect du délai fixé pour remettre ses documents, défini dans la décision de réception signé du maître d'ouvrage (EXE6).

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande qui prévoient une remise de documents après exécution (DOE pour ouvrages neufs notamment).

4-4.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non respect des délais fixés à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €, qui s'appliquera par document non remis.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €. Cette pénalité s'appliquera pour chaque réunion de chantier impactée.

4-4.5. Pénalité pour non pris en compte d'une commande

Pour chaque bon de commande, à partir du 15ème jour suivant la date de lancement des travaux déterminées par la maîtrise d'ouvrage, et dans le cas où les travaux n'ont toujours pas commencé, une pénalité journalière de 5000 € s'appliquera, jusqu'à ce que les travaux démarrent effectivement.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, cette pénalité s'appliquera quel que soit le montant du bon de commande.

4-4.6. Clauses sociales

Sans objet.

4-4.7. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.8. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-4.9. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-4.10. Pénalité de retard pour les travaux de levée des réserves à la réception

Tout retard dans la réalisation des travaux nécessaires à la levée de tout type de réserve prononcée dans la décision de réception des travaux donnera lieu à l'application d'une pénalité de retard de 1000 € par jour calendaire.

4-4.11. Pénalité pour défaut de port des EPI

En cas de défaut dans le port des EPI (absence d'EPI, EPI non complets, EPI non réglementaires etc) constaté par le maître d'œuvre, par le CSPS ou par le maître d'ouvrage, une pénalité de 1000 € par constatation est appliqué.

4-4.12. Pénalités pour atteinte à l'environnement

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories dont la liste non exhaustive des infractions par catégories est la suivante :

Catégorie 1 : infractions de comportement et toute autre action sans conséquence directe sur l'environnement :

- non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets);
- non-respect de la législation pour le brûlage des produits de déboisage et de dessouchage;
- manquement aux prescriptions du dossier de propreté de chantier;
- non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché;
- mauvaise organisation et application du tri sélectif des déchets sur le chantier;
- non-remise des bordereaux de suivi des déchets de chantier (absence de traçabilité);
- jour d'absence du responsable environnement de l'Entreprise et absence non justifiée à une réunion;
- non respect du PRE ;

La pénalité encourue est de 2 000 € par cas constaté.

Catégorie 2 : atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :

- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol ;
- défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement, et notamment du renouvellement des filtres, curage et vidange des bassins provisoires;
- pénétration d'engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises

préservées;

- coupes de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre;
- mélange de déchets souillés, infectés ou dangereux;
- émissions de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs;
- dépassement des seuils de bruit de chantier autorisés;
- nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet;
- feux non déclarés ou non autorisés;
- enfouissement de déchets de chantier de quelque nature que ce soit;
- dépôts « sauvages » ou non de déchets de chantier dans des lieux non réglementaires et/ou non agréés, quelle que soit la nature des déchets (hors déchets dangereux);
- non-respect des prescriptions des arrêtés et autorisation de la législation des transports et notamment transport de déchets de chantier DANGEREUX par une entreprise non agréée;
- stockage de produits dangereux sans aménagement de l'aire et notamment stockage d'hydrocarbures sans mise en place de dispositif de rétention étanche;

La pénalité encourue est de 5 000 € par jour ou par cas constaté.

Catégorie 3 : dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- destruction d'une station de plante protégée ou d'une espèce animale;
- déboisement pendant les périodes de reproduction des oiseaux protégés;
- remblaiement de zone humide non autorisé;
- destruction de milieux naturels ;
- dépôts « sauvages » ou non de déchets de chantier DANGEREUX en dehors d'un centre de traitement agréés (I.C.P.E.);
- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine.

La pénalité encourue est de 10 000 € par cas constaté.

L'Entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'Entrepreneur remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes ou dégradations portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le Maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers. Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires.

Cette retenue est restituée à l'Entrepreneur dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau,...), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par l'Entrepreneur.

En cas de défaut d'information du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage de tout dommage à l'environnement, le titulaire encourt une pénalité de 2000 euros sur constatation du maître d'œuvre, en sus des pénalités liées à l'infraction environnementale décrites ci-dessus.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'Entrepreneur.

4-4.13. Pénalités pour non fourniture ou non respect des documents d'exécution

En cas d'exécution de travaux sans fourniture d'une procédure, ou sans fourniture de plans d'exécution, en cas de non application partielle ou totale d'une procédure particulière d'exécution ou d'un plan d'exécution, une pénalité forfaitaire de 5000 € sera appliquée au titulaire pour chacun de ces faits, dûment constatés par le maître d'œuvre.

Suite à un avis du maître d'œuvre, si les travaux réalisés dans ce cadre nécessitent d'être repris, ils le sont à la charge exclusive du titulaire.

4-4.14. Pénalités pour non respect de point d'arrêt

En cas d'exécution de travaux alors que le point d'arrêt précédent n'a pas été levé, une pénalité de 5000 € sera appliquée.

Suite à un avis du maître d'œuvre, si les travaux réalisés dans ce cadre nécessitent d'être repris, ils le sont à la charge exclusive du titulaire, et réalisés sans délai.

4-4.15 Pénalités pour dégradations de réseaux

En cas de dégradation ou de coupure accidentelle de réseaux, quelle que soit leur nature (eau, électricité, fibre optique, gaz etc), une pénalité de 2000 € par jour calendaire jusqu'à ce que le réseau soit remis en état de marche, aux frais du titulaire.

Le cas échéant, les frais justifiés par les concessionnaires par la coupure du réseau seront supportés par le titulaire, en plus des pénalités..

4-4.16 Non-respect du PAQ

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 19 du CCAG une pénalité journalière fixée à 300 €, en cas de non respect d'une des procédures du PAQ.

4-4.17 Pénalités pour absence de déclaration d'un sous-traitant

L'intervention d'un sous-traitant, direct ou indirect sur chantier, en l'absence de déclaration validée par la maîtrise d'ouvrage déclenchera l'application d'une pénalité de 5000 euros par sous-traitant et par jour de présence sur chantier. Le sous-traitant sera tenu de quitter immédiatement le chantier à la constatation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

4-4.18 Pénalités pour retard de transmission de documents

En cas de défaut ou de retard dans la transmission des documents, les pénalités suivantes s'appliquent :

Document	Délai de transmission	Montant de la pénalité
Journaux de chantier	Transmission des journaux de chantier quotidiens de la semaine en cours avant la fin de la semaine	200 € par jour de retard et par journaux de chantier
Planning d'exécution à 3 semaines	Lors de la semaine n, transmission du planning des semaines n+1, n+2 et n+3	500 € par jour de retard, y compris si planning incomplet (semaines manquantes)
Sous-détail de prix	À partir du 15ème jour	300 € par jour de retard et par

	calendaire après la demande	document
Devis	À partir du 15ème jour calendaire après la demande	300 € par jour de retard et par document
Tout autre document à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage	À partir du 15ème jour calendaire après la demande	300 € par jour de retard et par document

4-4.19 Pénalités pour défaut de signalisation ou balisage

Chaque jour où il aura été constaté et indiqué à l'entrepreneur une carence quelconque ou un défaut de signalisation ou de balisage et dans le cas où l'entrepreneur n'aurait pas réparé dans les 4 heures, il sera appliqué une pénalité de 1000 €, par jour calendaire de retard.

Cette pénalité s'appliquera notamment en cas de défaut de fermeture ou de mise en sécurité des emprises chantier en fin de journée.

4-4.20 Pénalités pour non respect des consignes de l'exploitant de la route

La signalisation et les balisages sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant, qui peut demander leur modification ou leur levée en fonction des événements qu'il doit gérer. Le titulaire est tenu de respecter les consignes données par l'exploitant dans ce cadre, dès qu'il en a connaissance.

En cas de non application des consignes de l'exploitant dans la demie-heure qui suit la transmission des consignes à mettre en œuvre, le titulaire se verra appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité de 1000 € par quart d'heure entamé, et ce jusqu'à ce que les consignes soient entièrement respectées.

4-4.21 Pénalités pour non remise en service des axes routiers

Avant chaque remise en service programmée des axes routiers, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, à l'heure déterminée par le maître d'œuvre.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, qui encourt par ailleurs une pénalité de 1000 € par quart d'heure entamé.

4-4.22 Pénalités pour annulation tardive d'une nuit de travaux

En cas d'annulation d'une nuit programmée de travaux dans les 48 heures qui précèdent la nuit, hors cas particuliers d'aléas météorologique, une pénalité de 2000 € sera appliquée.

4-4.23 Pénalités pour absence du titulaire lors de la mise en place d'une phase d'exploitation spécifique

En cas d'absence du titulaire ou du responsable de ses sous-traitants alors qu'un dispositif d'exploitation spécifique est mis en place (neutralisation de voie par exemple), une pénalité de 10000 € est appliquée.

4-4.24 Pénalité pour non respect du planning d'exécution

En cas de non mis à disposition d'ateliers conformément à ce qui était prévu au dernier planning d'exécution transmis à la maîtrise d'œuvre, une pénalité de 5000 € est appliquée.

Cette pénalité forfaitaire ne pourra s'appliquer plusieurs fois par jour, même en cas d'absence de

plusieurs ateliers. Elle s'appliquera toutefois chaque jour concerné par une constatation du maître d'œuvre.

4-4.25 Pénalités pour défaut de propreté

Chaque jour où il aura été constaté et indiqué à l'entrepreneur une carence quelconque ou un défaut de propreté des voies circulées ou à proximité des travaux liés aux travaux ou toute autre voie utilisée par les engins de chantier et dans le cas où l'entrepreneur n'aurait pas nettoyé dans les 4 heures, il sera appliqué une pénalité de 2000 €, par jour calendaire de retard.

4-4.26 Pénalités pour retard dans la présentation des documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ou non-respect de leur tenue et mises à jour

En cas de retard incombant à l'entrepreneur dans la fourniture ou la réalisation d'un ou plusieurs des documents à établir ou à tenir à jour par ses soins, prévus à l'article 8-4.3. du présent CCAP, l'entrepreneur encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité fixée à 500 € par jour calendaire de retard.

Toutes les pénalités énumérées ci-dessus sont cumulables. Le montant cumulé des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions urgentes seront commandées par appel téléphonique. Elles seront dans un second temps régularisées par l'édition d'un bon de commande, notifié par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE), ou par mail.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrables de jour (soit de 6h à 21h) : délai de 4h
- En heures nuit (soit de 21h à 6h) : délai de 6h
- En heures non ouvrables (dimanches et jours fériés) : délai de 6h

Le délai commence à courir à partir de l'appel téléphonique.

Il est compté en heures de non-intervention et non en terme de présence : des pénalités seront appliquées si l'entreprise est présente mais dans l'incapacité de réaliser les travaux d'urgence demandés (pour cause de non disponibilité des machines de travaux par exemple).

En cas de non respect des délais, une pénalité de 1000 € sera appliquée par demie-heure de retard.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant minimum du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant minimum initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 5 %.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant minimum initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences

fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

La MOA ne fournit aucun emplacement, à titre onéreux ou gratuit, ni pour les installations de chantier, ni pour les zones de stockage de matériaux. Ces frais de recherches, location sont à la charge de l'entrepreneur.

Les dépôts de matériaux à évacuer devront être conformes avec les dispositions fixées dans le code de l'Environnement.

Le titulaire produira, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous documents permettant de justifier les autorisations réglementaires de mise en dépôt ou de réutilisation des matériaux.

Tout dépôt non conforme à la réglementation sera interdit et donnera lieu à l'application des pénalités prévues au 4-4.12 (catégorie 2).

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage

piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

7-4. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le

maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :
 - Visa par le maître d'œuvre des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux.
- Par les soins du titulaire :
 - Établissement par le titulaire des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux.
 - Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 8 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - Établissement et mise au point du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) dans le délai de 8 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Le titulaire doit établir et présenter au visa du maître d'œuvre le PRE, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du bon de commande, si le bon de commande ne comprend pas de période préparatoire.
 - Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 8 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
 - des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).
- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par l'article L4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants).

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de

préparation.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L.235-6 du Code du Travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

- Proposition à l'agrément du maître d'œuvre de la provenance, de la nature des matériaux, des études de formulation nécessaires au démarrage des travaux :

- Dans les délais fixés au CCTP pour les matériaux signalés,
- Dans le délai de 15 jours minimum avant mise en œuvre pour les matériaux non visés dans le CCTP.
- Déclaration d'intention de commencer des travaux, pendant la période de préparation, 15 jours maximum avant le démarrage des travaux ;
- Présentation à la personne responsable du marché des contrats d'assurance ;
- Présentation à l'agrément du maître d'œuvre du plan de signalisation et de circulation aux accès et à l'intérieur du chantier. Une fois le visa obtenu, le titulaire sera chargé d'obtenir l'arrêté de circulation correspondant auprès des exploitants, avant de pouvoir intervenir sur la chaussée.

- Établissement des états des lieux des différents ouvrages situés aux abords ou dans l'emprise du chantier, effectués contradictoirement entre les représentants de l'entreprise, du maître d'œuvre et des divers gestionnaires et/ou propriétaires concernés ;

Remise au maître d'œuvre de l'ensemble des sous-détails et décomposition de prix (article 3-2.4 du présent CCAP).

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

La non-remise ou validation du/des plan(s) et notes de calcul fait obstacle au commencement des travaux.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

En fonction de l'ampleur des travaux à réaliser, le titulaire pourra être amené à travailler sans études préalables, ou sur la base d'une G2 PRO conforme à la norme NF P94-500.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de ces deux possibilités, sur lesquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le cahier des règles générales de sécurité de la DIRMED, en annexe du présent document, devra

être scrupuleusement respecté.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre– Matériaux dangereux

La fabrication, l'utilisation et le transport d'explosifs devront respecter la réglementation en vigueur (lois et décrets d'application).

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Les travaux seront interrompus durant les jours dit 'hors chantier' sur demande du maître d'œuvre.

La veille des journées 'hors chantier', les travaux seront arrêtés obligatoirement à seize (16) heures, afin que le titulaire procède à la remise en état des chaussées, à la dépose de la signalisation et au remontage des équipements.

Il appartient à l'entreprise d'établir les DICT auprès des différents gestionnaires des voies et réseaux situés dans l'emprise des travaux. L'entreprise effectue les demandes de police de roulage (arrêtés de circulation) suffisamment en amont du début des travaux afin de ne pas retarder le déroulement des travaux.

Les réseaux sous-terrains sont positionnés précisément sur le site des travaux par l'entreprise éventuellement à l'aide de sondages. L'entreprise prend toutes les précautions et mesures nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé sur les différents réseaux rencontrés.

L'entrepreneur ne peut présenter de réclamation, de quelque nature que ce soit, du fait de la présence de canalisation ou conduite sur le tracé de ses ouvrages ou des modifications qu'il serait amené à réaliser sur celles-ci. Il reste responsable des dommages qui pourraient être causés. Le cas échéant, il avertit les services compétents et prend immédiatement les mesures qui s'imposent pour réparer les installations endommagées.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ et le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire, ou exécutés sur le chantier aux frais du maître d'ouvrage par le prestataire chargé du contrôle extérieur.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP, ou au PAQ, et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande ;

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) visé à l'article 40 du CCAG est constitué (liste non exhaustive) :

- le programme et le calendrier réel d'exécution,
- le dossier de récolement des plans et notes de calculs conformes à l'exécution,
- le dossier de synthèse environnementale,
- l'ensemble des procès-verbaux de réunions,
- le PAQ de récolement et les fiches de suivi (fiches d'adaptation, fiches de non conformité etc),
- les DAF des produits et procédures mises en œuvre,
- les PV de réception des fournitures et matériaux,
- les PV de mesures et constatations spécifiques sur chantier,
- le journal de chantier,
- le rapport sur l'ensemble des incidents de chantier,
- le dossier photographique du chantier commenté.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous la forme de fichiers informatiques. Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad version 2012, les autres documents, sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice version 6.1, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité

Sans objet.

9-7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9-7.3. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Sans objet.

9-7.4. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Sans objet.

9-7.5. Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Sans objet.

9-7.6. Autre(s) garantie(s) particulière(s)

Sans objet.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-1		
CCAP 1-1	déroge à l'article	28.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7, 12.3.1 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.5 B	déroge à l'article	12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.2	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG
CCAP 4-2	déroge aux articles	18.2.3 du CCAG
CCAP 4-3.1&4-3.2	dérogent à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 4-4.5	déroge à l'article	19.2.2 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.

c) Normes françaises homologuées

Sans objet.

d) Autres normes

Sans objet.